

Dans le canton des Grisons, on pourra dès 16 ans choisir le candidat du Parti socialiste au gouvernement

Primaire testée un an avant l'élection



Pour l'heure, deux hommes se sont annoncés comme candidats à la candidature socialiste: le député Peter Peyer et le président du groupe au Grand Conseil Andreas Thöny. DR

«ARIANE GIGON, ZÜRICH

Elections » La campagne bat presque déjà son plein dans les Grisons. Pourtant, les élections cantonales n'auront lieu qu'en 2018. Si les deux candidats à la candidature socialiste sont déjà dans les starting-blocks, c'est que leur parti a décidé de procéder à une primaire – la première de Suisse. Chez les observateurs, les réactions positives dominent.

Le Parti socialiste grison n'est pas peu fier. «Aucun parti n'a jusqu'ici eu le courage de laisser les citoyennes et les citoyens participer au choix au moment de la nomination déjà», explique-t-il sur son site internet. D'après le règlement accepté samedi en assemblée de parti, les personnes résidant dans le canton, âgées de plus de seize ans, suisses et étrangères, pourront s'inscrire jusqu'au 28 mai pour participer à l'élection préliminaire, qui aura lieu le 25 juin, près d'une année avant les élections générales de 2018.

«A une époque où de nombreux citoyens ne trouvent plus les partis très intéressants, il est important d'essayer de les faire participer le plus possible, explique Lukas Horrer, secrétaire du PS grison et directeur de campagne. Avec une préélection, le nombre de personnes impliquées dans le choix est beaucoup plus grand.»

Récent en Europe

Les élections préliminaires sont relativement récentes en Europe. En France et en Italie, ce sont des partis de gauche qui ont d'abord testé cette manière de désigner un candidat qui a, en revanche, une longue tradition aux Etats-Unis. L'innovation serait-elle l'apanage de la gauche? «L'idée de la primaire et d'une nomination ouverte aurait très bien pu être proposée par l'UDC, qui se réclame si souvent du peuple», répond Louis Perron, politologue.

Or l'UDC est plus que sceptique face à la nouveauté. «Nous ne voulons imposer à personne



«C'est l'application parfaite du marketing politique»

Louis Perron

le fait de devoir mener une campagne électorale pendant une année», a déclaré Heinz Brand, président du parti cantonal grison, conseiller national, à des médias allemands. Selon lui, une primaire n'est qu'un moyen bon marché, pour un parti, de ne pas assumer la responsabilité de choisir un ou une candidate.

La perspective de faire campagne pendant une année n'effraie pas Peter Peyer, secrétaire syndical de 51 ans, député au Grand Conseil, un des deux prétendants, l'autre étant Andreas Thöny, président de groupe au Grand Conseil. «Je m'y prépare, je suis au courant depuis l'autonne dernier», explique-t-il. En revanche, «débatte avec un collègue de parti est évidemment plus difficile qu'avec un adversaire politique», ajoute-t-il. Une quinzaine de débats entre les deux candidats sont déjà prévus. Le budget de campagne est devisé au total à 30 000 francs.

Louis Perron voit deux grands avantages dans le fait

d'organiser une primaire: «C'est l'application parfaite des règles du marketing politique classique – faire parler de soi avec peu de moyens – et l'ouverture démocratique à une base citoyenne large.» Le politologue salue aussi le garde-fou voulu par le PS: «Dans la déclaration qu'ils doivent signer pour s'inscrire, les citoyens doivent approuver l'appartenance du PS au gouvernement. Cela élimine les saboteurs éventuels.»

Minimum de 500 inscrits

Lukas Horrer se félicite que des personnes membres d'autres partis se soient déjà inscrites pour participer à l'élection. Quelque 2000 membres du parti et sympathisants reçoivent déjà le journal du parti et ne doivent pas s'inscrire. «Nous avons fixé un nombre minimal de 500 inscriptions additionnelles», précise le responsable.

Le Parti socialiste suisse se réjouit de l'«expérience» grisonne, comme le dit le porte-parole Michael Sorg. «Nous sui-

rons avec intérêt tout ce qui permet d'impliquer davantage les citoyens dans les décisions politiques, ajoute-t-il. Nous constatons un besoin de vivre la démocratie à l'interne également. C'est également le sens du projet de votation interne sur la réforme de la prévoyance vieillesse 2020. Une décision sera prise le 1^{er} avril.»

Quant à l'autre innovation mise en œuvre par le PS, les campagnes d'appels téléphoniques, appliquée avec succès lors des élections fédérales de 2015, les sections cantonales continuent à la pratiquer. «Mais il faut un engagement conséquent, précise Louis Perron. Même dans le canton de Soleure, qui est relativement petit, il a fallu quelque 300 personnes pour téléphoner.» Résultat: le PS a gagné quatre sièges au Grand Conseil le 12 mars dernier. «La primaire accroîtra notre notoriété, espère Peter Peyer. Or les prochaines élections fédérales de 2019 arriveront rapidement.» »

Législatif aussi touché

Valais » Les révélations sur les irrégularités qui ont entaché les élections valaisannes continuent. La fraude électorale concerne non seulement les élections au Conseil d'Etat, mais aussi les élections au Grand Conseil du 5 mars, déclare le conseiller national UDC et maire de la commune de Naters, Franz Ruppen, dans la *NZZ am Sonntag*.

«Nous sommes tombés sur environ 15 (cas) au premier tour et 8 au second.» Dans la circonscription de Brigue, une seule manipulation électorale pourrait déjà se traduire par une répartition différente des sièges au Grand Conseil. Si l'UDC avait 15 voix de moins et le PCS 15 de plus, les chrétiens-sociaux auraient gagné un siège au détriment des démocrates du centre. Le PS pourrait aussi perdre un siège avec une seule voix en moins.

En raison de la fraude électorale, l'UDC veut empêcher la prestation de serment du nouveau Conseil d'Etat, qui doit avoir lieu aujourd'hui. «L'UDC Bas-Valais songe à déposer une motion visant à biffer du programme du jour la prestation de serment des conseillers d'Etat», explique Franz Ruppen au *SonntagsBlick*. Selon lui, l'exécutif ne peut pas prêter serment alors que les plaintes pénales déposées à Naters, Brigue et Viège n'ont pas été éclaircies et qu'un recours de l'UDC est pendante. » **ATS**

Enquête sur la manifestation anti-Erdogan

Berne » Le Ministère public régional Berne-Mittelland a ouvert hier une procédure pénale après la manifestation anti-Erdogan samedi à Berne. Une banderole a suscité l'ire du président turc. La ville de Berne portera plainte.

La manifestation anti-Erdogan samedi à Berne ne cesse de faire des vagues en Turquie. Ankara a convoqué hier l'ambassadeur suisse Walter Haffner alors que le Ministère public régional Berne-Mittelland a ouvert une procédure pénale.

Une banderole, sur laquelle on peut voir le président Recep Tayyip Erdogan visé par un pistolet, avec le slogan «Kill Erdogan with his own weapons» (Tuez – ou tue – Erdogan avec ses propres armes), a suscité l'ire du président turc. L'affiche a été introduite dans la manifestation par un

groupe d'autonomistes de gauche samedi à Berne.

Ankara a exigé une enquête de la Suisse pour que les responsables rendent des comptes. Un avis partagé par le Ministère public régional, qui a ouvert une procédure pénale pour appel public au crime ou à la violence, a indiqué à l'ATS Dominik Jäggi, porte-parole de la Police cantonale bernoise. Il s'agit maintenant de déterminer dans quelle mesure les éléments constitutifs de l'infraction sont réunis.

M. Erdogan a par ailleurs vivement critiqué les autorités suisses lors d'un discours à Istanbul hier: «Vous récoltez ce que vous avez semé», a-t-il lancé, sous les huées de la foule. La police avait remarqué la banderole lors de la manifestation, et immédiatement ouvert une enquête. Pour l'heure, personne n'a été arrêté.

Le directeur de la sécurité de la ville de Berne, Reto Nause (pdc), a dit hier à l'ATS qu'une plainte serait déposée, car les conditions fixées dans l'autorisation de manifester n'ont pas été respectées. Il n'était pas en mesure de dire qui viserait cette plainte.

Le rassemblement à Berne s'est déroulé dans le calme. Des associations kurdes, le PS et les Verts, notamment, avaient appelé à la manifestation. Ils étaient soutenus par une trentaine d'organisations dont l'Union syndicale suisse, Terre des hommes Suisse ou le Groupe pour une Suisse sans armée. Les manifestants demandaient la liberté, le respect de l'Etat de droit et plus de démocratie en Turquie. Les organisateurs de ce rassemblement ont pris hier leurs distances par rapport à la banderole. «C'est politi-

quement maladroit», déclare Urs Sekinger, coordinateur de Solifonds, dans une interview au *St. Galler Tagblatt*.

De son côté, le diplomate en poste à Ankara a été convoqué dans l'après-midi au Ministère turc des affaires étrangères. Lors de sa conversation avec le représentant du Ministère des affaires étrangères turc, Walter Haffner a confirmé que le cas est examiné par les autorités compétentes du canton de Berne. Il lui a annoncé que les autorités turques seraient informées du résultat de l'enquête, a précisé le DFAE hier dans un communiqué. Le Gouvernement turc reproche à la Suisse l'autorisation d'une manifestation «où des symboles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ont été affichés». » **ATS**